

N° DP 25/466

DECISION DU PRESIDENT

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 3 000 EUROS A L'ASSOCIATION AU COEUR DES ARTS - ANNEE 2025

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis favorable de la Commission Cinéma du 17 février 2025, pour une subvention de fonctionnement de 3 000 € (trois mille euros),

VU la convention, ci-annexée,

CONSIDERANT la demande de subvention de l'association Au Cœur des Arts,

CONSIDERANT que l'association organise le Festival International Cinéma en Liberté qui promeut et diffuse le court métrage avec comme ambition d'encourager et d'accompagner les premiers pas des jeunes créateurs,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée a inscrit la filière Cinéma et Audiovisuel en tant que filière stratégique de son territoire,

CONSIDERANT que dans ce cadre, la Métropole souhaite apporter son soutien à l'association qui contribue au développement de la création artistique, cinématographique et audiovisuelle et à la structuration de la filière sur le territoire,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ATTRIBUER une subvention de 3 000 € (trois mille euros), à l'association Au Cœur des Arts au titre de l'année 2025.

ARTICLE 2

D'APPROUVER les termes de la convention ci-jointe **ET DE SIGNER** cette convention.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits à l'opération opération N°16121, fonction 633, article N°65748, du Budget principal.

La présente Décision sera

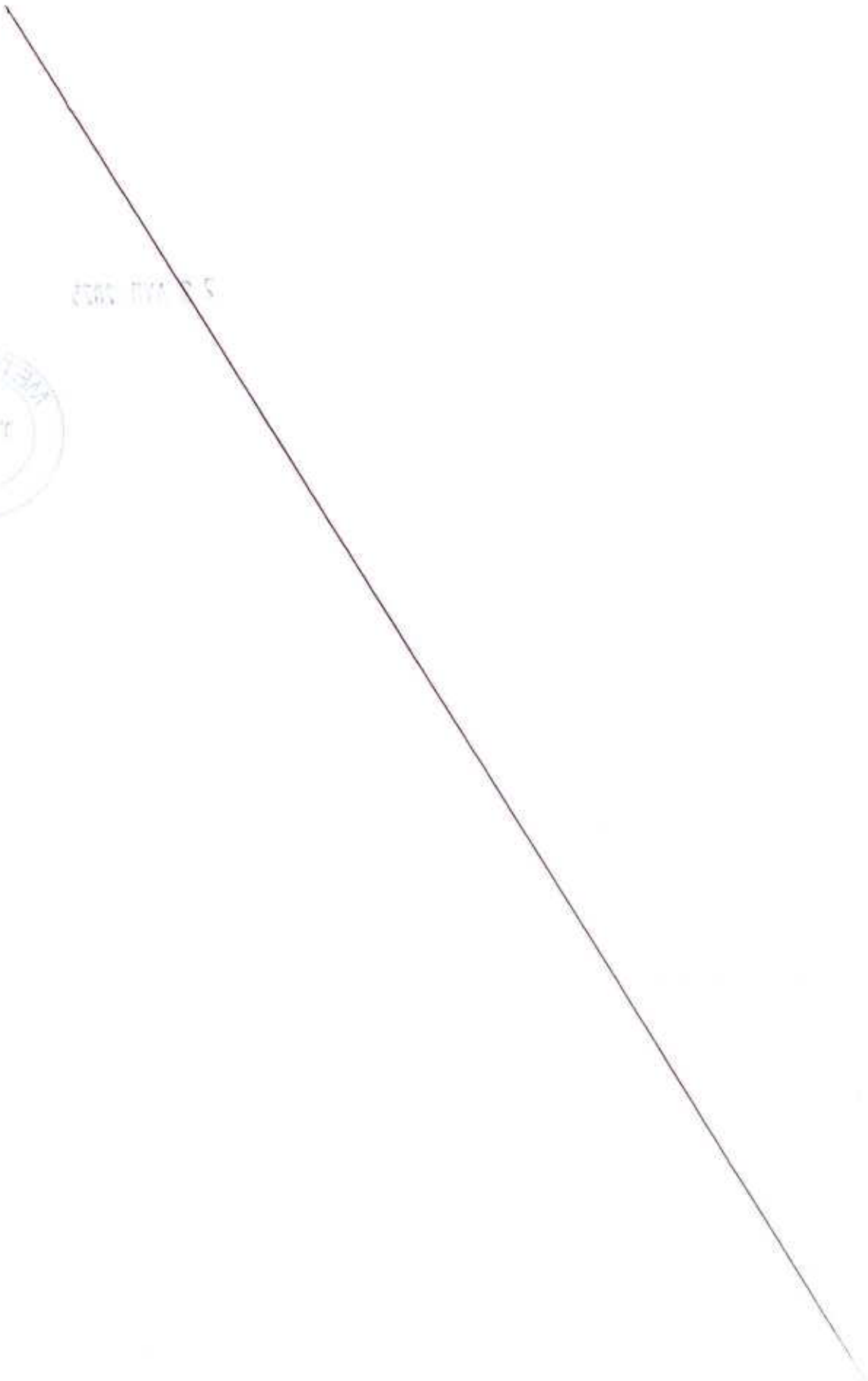
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **29 AVR. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





5 JUL 1972



Convention annuelle d'objectifs 2025 entre l'association Au Cœur des Arts et la Métropole Toulon Provence Méditerranée

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision n° DP

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

- L'association AU COEUR DES ARTS régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant son siège Quartier les Regagnades route de Valcors 83390 Cuers représentée par le responsable dûment mandaté, Monsieur Sergio FARDELLI habilité à cet effet par les statuts de l'association,

Ci-Après désigné « L'Association »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

L'association a été créée le 23 septembre 2010 et a pour objet notamment de promouvoir et développer la création artistique dans le Var et de créer un réseau entre artistes, écoles, établissements culturels et associations en favorisant les échanges entre les publics et les intervenants

A ce titre, l'association organise notamment le festival Cinéma en liberté. Cet événement pluridisciplinaire et cinématographique promeut et diffuse les courts-métrages afin d'encourager et d'accompagner de jeunes réalisateurs lors de trois soirées de projection ouvert à tous les publics. Le festival propose également des débats, tables rondes, carte blanche et exposition.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée a inscrit la filière Cinéma et Audiovisuel en tant que filière stratégique de son territoire. Dans ce cadre, elle a créé en 2021 le bureau d'accueil des tournages qui a trois missions principales : faciliter l'organisation des repérages et des tournages sur la Métropole, promouvoir le territoire auprès des professionnels de la filière

cinéma et audiovisuel et développer et structurer la filière cinéma et audiovisuel sur le territoire pour faire émerger un écosystème local dynamique.

A ce titre, elle souhaite apporter son soutien à l'association qui concourt à l'animation du réseau local et à la promotion de la filière cinéma et audiovisuel.

La présente convention expose le programme d'actions 2025 proposé par l'association, précisé ci-dessous et fixe notamment les engagements réciproques des deux parties.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité : l'organisation de la 14ème édition du Festival International des courts métrages de Cinéma en Liberté.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification. Elle est conclue au titre de l'année 2025.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°

2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025 l'Association à hauteur de 3 000 euros conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

Ce montant est inscrit au Budget principal, opération N°16121, fonction 633, article 65748.

Le concours apporté par la Métropole à la réalisation du projet porte sur 8,06 % du montant des dépenses subventionnables hors bénévolat et contribution volontaire.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de 3 000 euros sera versée à l'association dans sa totalité à compter de la signature et la notification de la présente convention.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par :

- Son Président, si le montant annuel des *subventions publiques* est inférieur ou égal à 75 000 euros,

- Un expert-comptable, *si le montant annuel des subventions publiques est supérieur à 75 000 euros*),
- Un commissaire aux comptes, *si le montant annuel des subventions publiques est supérieur à 153 000 euros*

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

ARTICLE 8 : PIECES JUSTIFICATIVES ET EVALUATION DU PROJET

L'association s'engage à fournir à la Métropole dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice les pièces justificatives suivantes :

- Un compte-rendu financier conforme au formulaire Cerfa n° 15059*02,
- Un rapport annuel d'activités,
- Les comptes annuels de l'exercice, bilan, compte de résultats et annexes

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation du projet sur la base des indicateurs définis en annexe I de la présente convention et renseignés dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON-RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 8, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification. Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour l'année 2025. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procèdera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux, en français

A Toulon, le

Pour l'Association Au Cœur des Arts

Pour la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Président

Le Président
Jean-Pierre GIRAN

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

Projet : Description du projet

L'organisation de la 14^{ème} édition du Festival International des courts métrages de Cinéma en Liberté

Charges du projet	Subvention sollicitée auprès de la Métropole	Somme des financements publics (affectés au projet)
37 210 €	3 000 €	23 000 €

a) Objectif(s) :

- Promouvoir la diversité et l'originalité du court-métrage national et international.
- Offrir une plateforme de diffusion et de découverte pour les jeunes cinéastes émergents et confirmés.
- Favoriser les échanges culturels et artistiques entre les professionnels du cinéma ainsi que le public et les réalisatrices et réalisateurs.
- Sensibiliser le public à l'importance et à la richesse du format court-métrage.

b) Indicateurs :

- Evolution du nombre de participants au festival
- Evolution des ressources propres (financières, humaines, matérielles)
- Evolution du nombre d'adhérents ou de partenariats enregistrés au cours de l'année.
- Courte analyse de la programmation : nombre de pays représentés, thèmes abordés
- Taux de satisfaction des participants et des partenaires.

c) Public(s) visé(s) :

- Jeunes cinéastes en début de carrière mais aussi réalisateurs confirmés internationaux.
- Professionnels de l'industrie cinématographique (producteurs, distributeurs, réalisateurs, etc.).
- Amateur·trices de cinéma, cinéphiles et grand public.
- Étudiant·es en cinéma et médias.
- Jeunes publics
- Résidents et touristes

d) Localisation : (quartier, commune(s), territoire métropolitain)

Toulon : La Tour Royale et le Cinéma partenaire Le Royal

e) Moyens mis en œuvre : (outils, démarche, etc.)

- Sélection rigoureuse des films pour garantir la qualité et la diversité des projections.
- Organisation de tables rondes et ateliers animés par des professionnels du secteur.
- Promotion du festival à travers divers canaux de communication : affiches, réseaux sociaux, partenariats médiatiques, etc.
- Mise en place d'espaces de rencontres et de networking pour les cinéastes et les professionnels.
- Collaboration avec des institutions culturelles et éducatives pour toucher un large public et susciter l'intérêt pour le format court métrage.

ANNEXE II : LE BUDGET DU PROJET

CHARGES	<u>Montant</u>	PRODUITS	<u>Montant</u>
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	8 505 €	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	14 210 €
Prestations de services	5 900 €		
Achats matières et fournitures	1 300 €	74- Subventions d'exploitation	23 000 €
Autres fournitures	1 305 €	État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs	4 420 €		
Locations	4 300 €	-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance	120 €	Région Sud PACA	5 000 €
Documentation		Département(s) :	
		Département du Var	5 000 €
62 - Autres services extérieurs	23 985 €	Intercommunalité(s) : EPCI	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	3 660 €	Métropole TPM	3 000 €
Publicité, publication	5 760 €	Commune(s) :	
Déplacements, missions	13 025 €	Ville de Toulon	10 000 €
Services bancaires, autres	1 540 €		
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes		-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel		L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	

Rémunération des personnels		Autres établissements publics	
Charges sociales			
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante	300 €	Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		76 – Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	37 210 €	TOTAL DES PRODUITS	37 210 €
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services	11 205 €	871- Prestations en nature	5 080 €
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	6 125 €
TOTAL	11 205 €	TOTAL	11 205 €
<p>La subvention de 3 000 € représente 8,06 % du total des produits :</p> <p>(montant attribué/total des produits) x 100.</p>			

